Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie = Swiss journal of sociology

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

Band: 18 (1992)

Heft: 1

Artikel: Quelle place et quelles questions pour la sociologie en Suisse?

Autor: Windisch, Uli

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-814508

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Schweiz.Z.Soziol./Rev.suisse sociol., 1 (1992) 155–166

QUELLE PLACE ET QUELLES QUESTIONS POUR LA SOCIOLOGIE EN SUISSE ?

Uli Windisch
Département de sociologie, Université de Genève

Si je devais répondre en deux mots à cette interrogation, je dirais, bien sûr, une place plus grande, davantage de questions et surtout des questions que d'autres ne posent pas, ainsi que des angles d'approche originaux des problèmes de la Suisse. Comme j'ai quelques minutes de plus je puis préciser. Ma vision et mon attitude envers la sociologie sont, en effet, très positives.

Notre discipline a évolué de manière surprenante depuis 20 à 30 ans. Dans la période agitée des années 1968–1970, la sociologie donnait d'elle-même – à juste titre ou non – une *image* de critique et de mise en cause de la société; elle était volontiers perçue comme une force contestatrice, souvent même associée par le grand public à socialisme. Les étudiants qui choisissaient la sociologie ne se souciaient guère des débouchés professionnels; tout le monde leur disait d'ailleurs qu'il n'y en avait pas, même en sociologie. Mais on y allait quand même. Le souci de mieux connaître le fonctionnement social et politique de notre société et cela avec un regard critique, suffisait à emporter la décision. On s'y lançait aussi pour s'engager dans un travail social, et beaucoup, dans une optique de travail au service des pays en voie de développement.

Il y régnait une atmosphère intellectuelle particulière et stimulante : on lisait beaucoup (les étudiants avaient souvent un ou deux livres sous le bras, et les lisaient réellement), on discutait passablement, des groupes de lecture et des séminaires étaient mis sur pied par les étudiants eux-mêmes, car les cours et les enseignants étaient peu nombreux, et ne traitaient pas toujours les sujets souhaités. On faisait bien sûr aussi un peu de politique. Je me souviens d'un certain 21 juillet 1969 où une discussion politique déboucha sur un sérieux conflit entre ceux qui voulaient voir en direct l'alunissage (j'en étais avec Cohn Bendit notamment, alors réfugié quelques jours à Genève) et les marxistes qui ressemblaient déjà à des antiquités idéologiques en trouvant que nous étions bien peu sérieux politiquement puisque le voyage sur la lune était un exemple typique du gaspillage capitaliste. Au sujet de la précision de l'événement, je la dois à ma fiche que je viens de recevoir de Berne. Vous voyez qu'il est même question de la lune dans ces fichiers ! Et c'est encore la lune qui a départagé marxistes et libertaires.

Cela rappelle que ces années-là n'avaient aucune «unité de doctrine», mais consistaient en une nébuleuse on ne peut plus hétérogène et contradictoire. Il y

a peut-être là une des raisons à l'incroyable variété des trajectoires qu'ont suivies les étudiants concernés par la suite dans leur vie professionnelle.

Cette atmosphère riche en événements, d'ailleurs bien plus intellectuels que politiques, n'empêchait nullement de faire de bonnes études, de s'initier au métier passionnant de chercheur et, pour certains d'entre nous, de commencer à le pratiquer, parallèlement à nos études. Quant aux «politiques» invétérés, la croyance idéologique a été plus importante que l'esprit de recherche et la recherche elle-même, et l'est parfois restée.

Du côté de Berne et du FNRS, la réticence était claire envers la sociologie et les crédits de recherche plutôt rares, surtout lorsqu'on subodorait une trop grande liberté d'esprit, un certain non-conformisme dans l'approche, ou, pire, des idées trop imprégnées par le Zeitgeist de l'époque. Ainsi, on avait même réussi à nommer pour la sociologie, au FNRS, un expert dont on disait qu'il ne jurait que par les statistiques tout en ne comprenant rien à ces mêmes statistiques. Les chiffres tenaient gage de sérieux et permettaient d'écarter tout le reste. Cela évoque de vieux et éternels débats et nous rappelle surtout que les temps ont bien changé.

Venons-y à ces changements. Je crois qu'il n'est pas exagéré de dire que la situation a radicalement changé, tellement même que peu d'entre nous auraient pu prévoir il n'y a que dix, voire cinq ans, quelle serait cette situation aujourd'hui. Voici quelques aspects de cette situation actuelle telle que je la perçois :

1) Ces changements sont d'abord extrêmement positifs. Rarement sans doute la situation aura été aussi favorable à la sociologie, et à d'autres sciences sociales aussi, qu'à l'heure actuelle.

   Je le dis et le répète souvent, il manque aujourd'hui un grand nombre de sociologues, bien formés, de bons et vrais chercheurs, dans les sciences sociales. Nombreux sont les professeurs d'université et autres responsables de recherche qui ne trouvent pas les chercheurs qualifiés qu'ils pourraient engager. On nous propose nombre de recherches qu'il faut refuser parce qu'il est impossible de trouver les collaborateurs nécessaires. Bien sûr qu'il existe des chercheurs dans les sciences sociales qui n'ont pas de travail, mais guère chez ceux qui ont effectué une bonne et large formation et qui ont attrapé le virus de la recherche, la passion de mieux comprendre et de faire comprendre la complexité des réalités sociales, leur implacable dureté, certes, mais également les fabuleuses possibilités qu'offrent des sociétés comme les nôtres.

2) Ce paradoxe se retrouve chez les étudiants. Des possibilités sérieuses et passionnantes existent, mais on trouve peu d'étudiants qui viennent en sociologie avec un projet, un projet de vie ambitieux, enthousiaste et décidé.

> Beaucoup ont une idée assez vague et de la sociologie et de ce qu'ils veulent faire. D'après mon expérience, sur une quarantaine d'étudiants qui commencent leurs études dans notre discipline, quatre ou cinq seulement terminent avec un mémoire de licence d'un niveau qui nous donne envie de leur offrir la possibilité de continuer à travailler dans la discipline. Cela n'est nullement désobligeant pour les étudiants; les enseignants savent qu'aujourd'hui, nombreux sont ceux qui travaillent beaucoup et bien, si on leur en donne l'occasion. Simplement, il manque en sociologie, à mon avis, des étudiants ayant un véritable projet de vie et une ambition décidée. C'est, par conséquent, à nous sociologues, déjà au travail, de mieux faire connaître notre discipline, de montrer le grand intérêt qu'elle peut offrir, la satisfaction personnelle et sociale que l'on peut en retirer, le mode de vie passionnant qu'elle peut permettre. Pour moi, la recherche et la connaissance sociale représentent une grande aventure.

On en vient ainsi à l'*image* actuelle de notre discipline et l'on connaît l'importance de l'image, de la représentation publique et collective, d'un phénomène dans la motivation des comportements à son égard. Cette image de la sociologie me semble en retard sur la réalité, et pas seulement chez les étudiants. Cette image est, bien sûr, multiple et diverse. Je vais plaider pour l'une de ces facettes.

La sociologie reste, aujourd'hui encore, connotée politiquement et idéologiquement. Il est étonnant aussi de constater à quel point certaines personnes se disent sociologues sans l'être du tout. Certains, et non des moins bruyants et connus, n'ont entrepris ni doctorat, ni licence, ni recherches dignes de ce nom. La sociologie est l'un de ces rares métiers non protégés. Je ne dis pas qu'il devrait nécessairement l'être, mais il faut savoir faire avec cette situation particulière. Nous pourrions déjà être heureux si le grand public distinguait lui aussi de plus en plus nettement entre l'ivraie – faut-il dire l'ivresse idéologique – et le bon grain de la recherche effective.

En effet, on imagine mal un individu s'affubler du titre de chirurgien ou même de charpentier sans en avoir appris le métier. En sociologie, en revanche, cela est possible.

La recherche suppose des qualités nombreuses et contradictoires, mais qui sont toutes en contradiction avec ce que j'appelle l'esprit idéologique; je ne rappelle que deux ou trois de ces qualités : modestie, patience, endurance, long travail de recherche, imagination, audace, originalité, curiosité, travail prolongé, parfois solitaire, absence de démagogie, retenue, etc.

La situation est favorable aussi pour la sociologie, puisque les idéologies et les dogmatismes sont à la baisse, pour ne pas dire en faillite.

Trop longtemps on a confondu sociologie et sociologisme, cette caricature grossière de la sociologie et de la société : la société, le système, devenant une sorte de rouleau compresseur laminant à volonté des imbéciles culturels privés de toute autonomie et liberté d'action. L'individu n'étant rien, voire mort (Foucault) et la structure tout. Chez d'autres, c'est la pure spéculation théorique qui remplace un authentique travail de recherche, spéculation sur la société idéale, ou un homme nouveau à créer.

La faillite de plus en plus évidente, sur deux points essentiels, de ces spéculations théoriques et idéologiques – la volonté de créer une société idéale et celle de changer radicalement l'homme – devrait elle aussi être favorable à la sociologie, à un retour plus modeste, mais plus satisfaisant à long terme, au travail de recherche authentique. La primauté de la recherche, concrète, approfondie, détachée et prolongée, peut générer un nouvel état d'esprit. L'esprit de recherche précisément. Le sociologisme n'a d'ailleurs jamais été propre à la seule sociologie. On le trouve dans l'ensemble des activités culturelles, de même qu'en littérature (pensons au terrible et dramatique livre «*Mars*», de Zorn : l'image qu'il donne de la société suisse correspond point par point à ce sociologisme; la société cause de tous les maux, même et surtout du cancer fatal à cet auteur).

La sociologie paiera sans doute encore longtemps la confusion qu'a entraînée l'usage abusif du terme de «critique», de «sociologie critique». La critique est l'une des activités les plus nobles, difficiles et exigeantes. Elle a été transformée par certains en véritable *culture de la dénonciation*, moulée dans une nébuleuse dont il faut rappeler certains traits :

- l'anti-humanisme;
- une relativisation de l'idée de vérité;
- la référence non pas à des travaux faisant date, mais aux contre-autorités intellectuelles du moment;
- la prépondérance des a priori;
- le refus du recours à l'empirie (certains penseurs, ou dits tels, se vantent même de ne pas fonder leurs spéculations sur de l'empirie);
- le refus du doute et du scepticisme intersubjectif (attitude pourtant fondamentale en science);
- enfin des théories qui ne sont souvent que des mots-slogans et qui durent le temps d'une séduction ou d'un simulacre.

Sur plusieurs points, j'aimerais citer longuement le sociologue Norbert Elias, qui a consacré un livre à certains de ces problèmes (*Was ist Soziologie ?*, 1970). Une phrase seulement : «il faut que les sociologues se libèrent de l'idée que la société ... correspond déjà ou correspondra nécessairement un jour à

leurs croyances, à leurs aspirations sociales, à leurs exigences morales, ou à leur conception de ce qui est juste et humain» (p. 188).

Si l'esprit de recherche ne devient pas une préoccupation majeure et générale, la sociologie continuera à offrir d'elle-même une image qui ne manquera pas d'être stigmatisée. Un seul exemple – venu de la littérature – de cette stigmatisation : Danièle Sallenave, qui a écrit un très beau livre, *Le don des morts*, sur l'apport de la littérature, de la lecture (la lecture comme apprentissage privilégié de la liberté, de la raison, et de la pitié), regrette qu'un Bourdieu voie dans la culture une mystification de classe et délégitime ainsi la culture et le livre. Critique partiale et dure certes, mais pas totalement infondée.

Pour M. Kundera, la sociologie devient parfois un véritable repoussoir.

Voilà, en fait, en passant, un magnifique thème de réflexion et de travail : la mise au jour des apports respectifs de la sociologie et de la littérature à la connaissance du social, et des fusions enrichissantes possibles entre les deux, pour mieux éclairer certains phénomènes sociaux. Il ne fait pas de doute que la littérature en a dit plus et a mieux fait comprendre certains phénomènes sociaux. Pensons à l'un des phénomènes sociaux et politiques majeurs du XXe siècle : le communisme. C'est la littérature qui a le mieux mis en lumière ce phénomène, montré la monstruosité et l'abjection de ce système. Resterait à dire pourquoi plus précisément.

3) Après la critique, venons-en à l'avenir, non pas radieux, bien sûr, mais en tout cas exceptionnellement favorable qui peut être celui de la sociologie et de l'ensemble des sciences sociales, si nous savons être à la hauteur de la situation, et faire face à ce fabuleux défi dont j'aimerais relever quelques aspects, tels que je les vois.

En premier lieu, il faudrait relire le programme du Congrès, qui nous montre que c'est par centaines qu'il faut compter les chercheurs et les thèmes abordés par les sociologues aujourd'hui. Ce qui est déjà un résultat considérable quand on songe à la riche atmosphère intellectuelle et scientifique de recherche qui a été de pair avec la préparation de ces papiers que nous pourrons entendre avec grand intérêt et bénéfice.

Un tel résultat n'était lui-même guère imaginable il y a une vingtaine d'années. Il faut souligner, remercier et encourager le travail de ces chercheurs qui oeuvrent dans des conditions souvent difficiles et incertaines, surtout ceux qui, même après des années de travail intense et fructueux, n'ont pu trouver un minimum de sécurité d'emploi en sociologie et ne peuvent encore en vivre. On protège bien le patrimoine historique. Pourquoi ne ferait-on pas davantage pour le patrimoine intellectuel et culturel de la Suisse que représentent le travail et les

publications de ces nombreux chercheurs en sciences sociales et cela en les valorisant de différentes manières ?

Il me semble inadmissible que des chercheurs qui consacrent une grande partie de leur temps et de leur vie à la recherche finissent par être considérés comme des mendiants ou des cas sociaux. Un *véritable statut de chercheur* est indispensable en Suisse. On prend souvent l'exemple de pays voisins où des chercheurs, après seulement quelques mois d'activité, auraient droit à un statut de chercheur à vie, même s'il est misérable. Bien sûr, ce n'est pas cela que je propose. Mais pensons au gaspillage non seulement scientifique, mais culturel, que représentent les assistants et chercheurs qui, chaque année ou presque, doivent se demander ce qu'ils vont devenir la suivante, jusqu'au jour où ils céderont aux séductions de places non seulement plus stables mais mieux rémunérées. Ce n'est pas moi qui leur en ferais le reproche. Comment demander à des chercheurs, pères et mères de famille, de vivre constamment dans l'incertitude et la gêne financière ? Il va de soi que tous ne peuvent pas devenir chercheurs, cela ne serait pas possible. Mais il devrait y en avoir plus que les très rares postes de professeurs épisodiquement mis au concours. Je dis cela, non pas parce qu'il s'agit de ma discipline, mais à cause du gâchis intellectuel et culturel qu'entraîne cette situation. La Suisse est un fabuleux laboratoire anthropologique, sociologique, linguistique et politico-culturel et nous ne disposons que de très peu d'études approfondies et originales qui permettraient, par exemple à des étrangers, nombreux à le demander, de mieux comprendre notre pays. Un seul exemple : au Canada et en Belgique les études sur les rapports entre les différentes communautés linguistiques se comptent par centaines. En Suisse, on a de la peine à trouver quelques études qui tiennent lieu de référence; et il en va de même pour nombre d'autres aspects de l'extraordinaire mosaïque helvétique. La personne intéressée finit par se rabattre sur quelques analyses caricaturales ou autres grossiers pamphlets, qui vont, bien sûr, contribuer à façonner une image tout aussi grossière et superficielle du pays. Et vous connaissez tous le poids des images et des représentations.

Des embryons d'un statut de chercheur à mandat renouvelable commencent à exister dans certaines de nos universités. Il faut poursuivre de manière décidée dans ce sens. On m'objectera l'argument du financement. Mais je me refuse, cependant, à demander un chercheur à la place d'un tank de l'armée ! Il en va de la qualité intellectuelle et culturelle de notre société, et du type de société et de civilisation que nous voulons incarner.

Certaines améliorations sont en vue. Des crédits supplémentaires sont prévus et accordés pour la recherche. Des crédits spéciaux sont destinés à financer des thèmes de recherche prioritaires (et autres Schwerpunkte).

Espérons que nous pourrons nous rapprocher bientôt de la situation allemande qui permet à des équipes de recherche prometteuses et travaillant sur des sujets jugés importants, d'obtenir, après une première phase de preuve, des crédits pour cinq, dix, voire quinze ans afin d'apporter des connaissances fiables et approfondies sur certains problèmes de société majeurs. Simultanément, il devient possible, dans un tel cadre, de former des chercheurs, des doctorants, la relève dont tout le monde parle, et cela de manière efficace et compétente. On éviterait par la même occasion un autre volet du gaspillage dont j'ai parlé.

L'effort à faire est double, de la part des autorités responsables certes, mais également de notre part, plus grand encore sans doute, pour mieux convaincre les premières.

Une meilleure collaboration et coordination s'impose entre chercheurs et universités suisses. Pourquoi ne prendrions-nous pas les devants, en définissant nous-mêmes quelques thèmes de recherche prioritaires ? Pour cela il faudrait réellement collaborer : que quatre ou cinq professeurs et chercheurs de la sociologie et d'autres disciplines acceptent de travailler ensemble pendant quelques années sur un problème social jugé important.

En matière de collaboration nous sommes en retard. Au moment où l'on parle recherche européenne, nous n'arrivons même pas à travailler en commun entre la Suisse allemande et la Suisse romande. Combien d'échanges de professeurs et de chercheurs entre la Suisse allemande et romande ? Il devrait devenir courant d'enseigner et de travailler pendant six mois dans l'autre partie linguistique.

Il y a ensuite la Suisse en tant qu'objet d'étude sociologique. Un autre paradoxe sur ce point. De nombreux travaux sont effectués dans notre pays, nous le voyons d'après le programme de notre Congrès, mais il existe relativement *peu d'études d'ensemble, voire d'essais*, effectués dans une optique sociologique (et non pas idéologique ou polémique), cherchant à mettre en évidence et à mieux faire connaître cet extraordinaire laboratoire que représente la Suisse pour les sciences sociales. Cela est particulièrement évident ces temps avec les événements des pays de l'Est. De nombreuses délégations de ces pays viennent en Suisse pour prendre connaissance de manière détaillée du fonctionnement du modèle politico-culturel suisse, mais on ne sait où les diriger ni à quels sociologues, par exemple, les confier.

Les sociologues semblent avoir un problème avec leur pays. Un certain criticisme les empêche-t-il d'appréhender les réalités helvétiques avec plus de distance, de sérieux et de compétence ? Je suis frappé de voir à quel point certains intellectuels appelés à parler de la Suisse à l'étranger se sentent obligés d'en parler en premier lieu et plus ou moins longuement avec beaucoup de

réserve et de manière négative. Les étrangers sont, eux aussi, surpris par cette attitude.

Je ne propose pas, vous le devinez, d'en venir à un discours nombriliste du genre, «il y en a point comme nous», mais d'en parler avec plus de distance et de compétence, avec un oeil d'anthropologue davantage que de militant politique. Le *chercheur*, quelles que soient ses opinions et croyances personnelles, doit définir sa *spécificité* et cela non pas théoriquement, mais à partir de la manière originale qu'il a de connaître et de parler des réalités sociales. A quoi bon effectuer des recherches pendant des années, si c'est pour arriver à des affirmations que n'importe quel militant groupusculaire pourrait émettre du haut de ses a priori idéologiques ?

Je souhaite que les sciences sociales définissent mieux leur spécificité et qu'elles soient perçues en tant que telles par la société. Le discours des sciences sociales sur la Suisse doit être autre que celui des :

politiciens et des idéologues, dune part,
et, celui du journalisme, d'autre part.

C'est le manque de spécificité et de la visibilité de cette spécificité que je regrette. Il existe une façon de connaître les réalités sociales qui nous est propre et que nous devons faire valoir à ce titre. Dans les médias, on devrait percevoir une différence claire entre le discours des sciences sociales et celui des hommes politiques et des journalistes. En d'autres termes, je suggère une *place spécifique* d'animation intellectuelle de la part des sciences sociales, sur les grands problèmes sociaux, politiques et culturels.

Une anecdote : lors d'un récent colloque réunissant quelques 700 personnalités au Tessin sur le thème : «Le Tessin, la Suisse et l'Europe», c'est un intellectuel soviétique qui a parlé de la manière la plus intéressante et compétente de la Suisse et qui a sans doute permis aux étrangers présents de comprendre quelques aspects importants de notre pays.

Cela devrait poser problème. N'est-ce pas à nous, sciences sociales, d'effectuer un tel travail ? Précisément à propos de *l'Europe* et d'autres problèmes brûlants du moment, les sociologues ont quelque chose de spécifique à dire, autre chose que d'essayer de culpabiliser, voire de ridiculiser, le Suisse moyen et de le faire passer pour arriéré ou «demeuré». On a vu ce que cela a donné avec la votation sur l'ONU (toute l'élite du pays a milité aveuglément et tête baissée pour cette adhésion et finalement 80 % de la population a voté contre). Dans de telles situations, quelque chose ne tourne pas rond. Il faut parler autrement de la Suisse et aux Suisses, (sans commencer, je le répète, à jodler sur le thème d'«il y en a point comme nous»), si nous voulons collectivement avancer sur certains problèmes majeurs.

Les sciences sociales doivent également se distinguer *du discours journalistique*, du moins de ce ton accusateur, moralisateur et culpabilisant que nombre de journalistes adoptent à propos de la Suisse et des Suisses. Cette année du 700ème a été particulièrement révélatrice à ce sujet. Je pourrais citer longuement et de nombreux journalistes qui font dans l'autoflagellation et le dénigrement. Le problème n'existerait pas si c'étaient seulement quelques esprits isolés ou égarés qui s'y adonnaient, mais ce sont des responsables importants qui tiennent ce genre de discours.

A l'occasion d'un discours du 1er août, en 1990, F. Gross, alors rédacteur en chef de «La Liberté» tranche dans le vif : «Le fédéralisme n'est que le cache-sexe d'intérêts particuliers» («L'Hebdo», août 1990).

Claude Monnier, autre ancien de la presse romande, à propos du 700ème anniversaire de la Confédération : «Personne n'a envie de faire la fête puisqu'il n'y a rien à fêter» («L'Illustré», 12 septembre 1990). Une autre perle, sur l'armée, cette fois : «De toute façon, l'uniforme rend les gens stupides» et d'ajouter : «vous pouvez me citer». Je ne me gêne donc pas (Eric Burnand, TV, «L'Illustré», 19 septembre 1990).

Toujours sur l'armée, une journaliste de la TV encore : «... Le soldat est bien en droit de se demander quelle sorte de patrie on lui demande de défendre. Et s'il ne défendait que les intérêts économiques d'une infime minorité de privilégiés ?» (Viviane Mermod-Gasser, «Fémina», 16 novembre 1990).

Sur la politique suisse : «Le politique en Suisse est devenu ennuyeux, répétitif, les journalistes s'endorment sur leurs dossiers» (Joël Kuntz, à Rencontre 91, 10 septembre 1991 à Genève).

Je ne rappelle même pas le slogan : «700 ans ça suffit».

Nous n'avons pas à courir après des partis politiques ou des groupements idéologiques.

Inutile pour les sciences sociales d'en rajouter. Là n'est pas notre place et notre travail. Plus généralement, notre rapport à la presse et aux médias est ambivalent et sans doute nécessairement conflictuel, mais cela n'empêche pas la collaboration. La spécificité du discours des sciences sociales par rapport aux médias apparaît plus nettement en France, où les intellectuels jouent réellement un rôle important et spécifique dans l'animation des débats sur les grands problèmes de société; et ce discours spécifique passe bel et bien par les médias et est même sollicité par ces derniers.

D'un côté, j'en appelle aux médias pour qu'ils fassent appel plus fréquemment aux spécialistes des sciences sociales. En Suisse, on semble préférer des débats

autour de tables rondes, carrées, triangulaires, ouvertes ou fermées (surtout fermées) comprenant surtout des responsables politiques, forcément partiaux et intéressés.

Donc, revendiquer une place plus grande au nom même de notre spécificité, de notre autonomie et, je l'espère, de la compétence sur des problèmes spécifiques. Eclairer les problèmes sous des angles originaux, plus fondamentaux, qui puissent amener le citoyen à se poser des questions, plutôt que d'attendre avec émotion que le représentant de son idée, de sa croyance, mette K.-O. le représentant des adversaires honnis.

Après cet appel du pied aux médias, une nouvelle critique. Il existe nombre de travaux de recherche spécialisés en Suisse sur les sujets les plus divers; néanmoins, les médias préfèrent fréquemment faire un voyage à Paris pour interroger quelqu'un. Un vrai réflexe culturel. Si des collaborations existent, certaines excellentes et d'autres frustrantes, il arrive aussi que l'on se serve de nos travaux sans même les mentionner, que l'on vienne nous voir uniquement pour nous «presser le citron» et se forger quelques idées permettant ensuite de faire une émission, ou encore d'éviter délibérément de prendre en considération nos travaux spécialisés. Une nouvelle fois, je pourrais citer de nombreux exemples concrets.

Quoiqu'il en soit, nous devons nous-mêmes entreprendre un travail de mise en valeur médiatique plus poussé. Je cite deux ou trois possibilités dans ce sens :

1) réaliser nous-mêmes des *films*, avec des gens du métier évidemment, à partir de nos travaux afin de visualiser certains résultats et vendre des produits «clés en main» à la télévision suisse ou étrangère ou à de futures plages de télévision privée.
   Je tiens à préciser que le FNRS est, sur ce point, en avance sur les chercheurs, en ce sens qu'il a parfaitement compris l'intérêt qu'il y avait à médiatiser les résultats de la recherche scientifique. Il finance volontiers ce genre de réalisation filmique. A nous de jouer, une nouvelle fois;
2) entreprendre nous-mêmes un travail plus important *de vulgarisation scientifique* de nos résultats de recherche, et cela en adaptant le langage au type de presse susceptible de nous accueillir;
3) enfin, je souligne l'intérêt qu'il y aurait pour un chercheur ayant travaillé de longues années sur un sujet de reprendre ses publications pour en tirer une fois ou l'autre un *essai*, susceptible de montrer, à un nouveau et plus large public, l'intérêt des recherches et réflexions des sciences sociales. Peut-être devrions-nous créer une collection d'ouvrages de ce type ?

Je voudrais encore souligner, à propos du discours qui se veut des sciences sociales mais qui ne se distingue guère des discours idéologiques et groupusculaires, que beaucoup de leurs auteurs pensent trop peu, voire jamais, à *l'effet* de leur discours sur le citoyen moyen. On tient à crier haut et fort ses idées, ses croyances, de manière apparemment généreuse, mais sans se rendre compte que leur *réception* se fait dans un sens opposé (la théorie de la réception montre pourtant cela depuis longtemps).

Prenons l'exemple des déclarations sur l'un des sujets les plus délicats de l'heure : les rapports entre Suisses et étrangers (requérants d'asile compris). Un certain discours anti-raciste – parfois sincèrement généreux – finit par se muer en racisme de l'anti-racisme, avec des effets pervers dont on ne veut pas prendre conscience. On ne peut traiter impunément le citoyen suisse moyen, simple et honnête travailleur, de raciste sans qu'il y ait tôt ou tard réaction, mais qui ne sera pas la réaction qu'attendent les accusateurs. Il suffit pourtant d'observer le phénomène Le Pen en France – réellement inquiétant – qui montre que nombre de personnes, lassées précisément par ce discours culpabilisant et sans être racistes, finissent par voter pour lui. Voilà pourtant un thème clé des sciences sociales et anthropologiques, celui du rapport à l'Autre, à l'altérité, sur lequel ont été écrits des textes remarquables et fondamentaux, et qui devraient permettre d'aboutir à autre chose qu'à la création de camps retranchés. Donc, n'oublions pas que l'ouverture à l'Autre est, pour la très grande majorité de la population, l'une des quêtes les plus longues et difficiles. L'insulte et la stigmatisation ne feront qu'aggraver les tensions.

J'aurais voulu dire encore un mot de deux autres problèmes spécifiques et choisis parmi tant d'autres, celui des rapports entre Alémaniques et Romands et celui de ce que la Suisse pourrait apporter à l'Europe.

Je suis frappé de voir que même chez les intellectuels les rapports entre Alémaniques et Romands sont abordés de la manière la plus stéréotypée et avec les mêmes préjugés qui ont cours chez Monsieur Tout-le-Monde. A l'heure où en France il existe un véritable engouement pour l'allemand (malgré leur histoire commune récente et que nous n'avons pas connue), les Romands ont toujours les mêmes préjugés à propos de l'allemand et surtout du Schwytzertütsch, qui devient le grand bouc émissaire. Français et Allemands vont-ils bientôt parler ensemble indifféremment dans l'une ou l'autre langue pendant que nous continuerons à égrener des stéréotypes éculés les uns sur les autres. J'ai vu récemment un rédacteur en chef d'un très grand quotidien français donner son avis en allemand et en direct aux informations télévisées d'une chaîne allemande sur un problème politique d'actualité.

D'autre part, un anthropologue anglais travaillant sur le Haut-Valais, dont le dialecte est considéré comme l'un des plus difficiles, l'a appris en quelques mois !

Enfin, à propos de la Suisse et de l'Europe, j'aurais voulu montrer l'intérêt de certaines caractéristiques politico-culturelles pour la future Europe, plutôt que de sermonner les Suisse à cause de leurs réticences et de provoquer bientôt une réaction semblable à celle manifestée à propos de l'ONU.

Une telle mise en valeur aurait, me semble-t-il, aussi un autre effet sur le citoyen, en ce sens qu'on lui montrerait que tout n'est pas à jeter dans ce pays et qu'il faut simultanément enrichir encore davantage la diversité à laquelle il est habitué. Il y a réellement demande d'un autre discours, comme celui que nous pourrions offrir, dans la population suisse. Je puis le certifier : je travaille depuis une dizaine d'années sur les sensibilités collectives helvétiques et les formes de la discussion et de l'argumentation sociale quotidienne, sur la base de dizaines de milliers de lettres de lecteurs écrites par le citoyen ordinaire. Ce besoin d'une parole plus sereine, plus autonome et adéquate sur le pays est de plus en plus affirmé. A défaut, le citoyen se contentera de dire simplement quelques NON fermes et décidés supplémentaires aux grandes questions de notre temps.

Là aussi, le sociologue et les sciences sociales pourraient se faire remarquer par un discours et des thèses originales, suscitant des interrogations réelles et fondamentales dans la population plutôt que des réflexes affectifs, et par une animation plus riche de l'espace public. Si nous y parvenions, de nouveaux débouchés pourraient en plus s'ouvrir pour la sociologie. Avec la connaissance que nous pouvons apporter sur notre pays et la manière d'en parler, la diplomatie devrait constituer l'une de ces nouvelles portes ouvertes.

On le voit, le programme proposé est exigeant et ambitieux, mais aller dans ce sens permettrait de faire ressortir ce que peuvent réellement apporter les sciences sociales dans une société où le climat général est plus favorable que jamais et l'ampleur des problèmes à résoudre sans commune mesure également.

J'espère que lors du prochain congrès nous aurons déjà occupé une partie de cette place qui pourrait être la nôtre et imposer une manière originale, fondamentale et séduisante de questionner les réalités sociales et politiques. En attendant, chers collègues et amis, au travail !

Adresse de l'auteur:
Prof. Dr. Uli Windisch
Département de sociologie, Université de Genève
8, rue du 31-Décembre, 1207 Genève